



Le 10 juillet 2025

Notre directeur départemental a annoncé l'arrivée d'un centre de contact pour les professionnels implanté à Brive la Gaillarde.

Si de prime abord, l'annonce paraît réjouissante, l'analyse que nous en faisons appelle à beaucoup de modération voir de méfiance.

50 emplois créés ? Vraiment ? La DGFIP a supprimé 550 emplois au national en 2025 et a perdu 30 % de ses effectifs depuis sa création en 2008. En Corrèze, les effectifs ont baissé de 120 emplois entre 2014 et 2025. La Direction Générale a annoncé, il a 3 mois, la disparition « immédiate » des Pôles de Contrôle et Expertise (PCE). A Brive, ce sont déjà 7 emplois qui vont disparaître. Il s'agit bien de transferts d'emplois au national et non de créations, avec au passage, vous le constaterez, beaucoup d'évaporation.

Après avoir vidé le monde rural de ses trésoreries de proximité et taillé dans les effectifs, la DGFIP invente la relocalisation. Au passage, elle a laissé des compétences, de la qualité de travail, de l'égalité de traitement, dans un pays en recherche de ressources pour financer son budget.

Des exemples existent dans d'autres départements limitrophes pour juger du gain réel en matière d'emplois. Très rapidement après l'implantation du service « relocalisé », sur 2 à 3 ans, les effectifs départementaux reviennent à ceux qu'ils étaient avant ces pseudos créations. Dans un même temps se sont des missions au plus proche du tissu fiscal qui disparaissent (PCE, trésoreries, etc.).

Les centres déjà ouverts fonctionnent avec le recrutement de contractuels qui viennent en partie combler, le manque d'attractivité de notre administration y compris sur des villes comme Toulouse. Le directeur parle d'une formation d'une vingtaine de jours, ceux qui connaissent la fiscalité des entreprises, comprendront, que seules les questions basiques seront traitées.

Enfin, vous noterez que cette annonce arrive le jour, où se tenait à Bercy, une réunion sur la vague de suicides que connaît la DGFIP (voir presse nationale et locale). Nous aurions aimé que notre directeur s'exprime sur le mal être au travail en Corrèze qui, selon les enquêtes est supérieur à la moyenne nationale et bien loin de la fonction publique d'État dans sa globalité. Les ruptures conventionnelles, les cas de harcèlements, de collectifs en souffrance explosent dans notre administration et bien sûr en Corrèze. Pour l'instant nous ne déplorons aucun suicide contrairement à d'autres départements.

Pour illustrer le mépris de cette annonce, beaucoup de collègues ont appris l'arrivée de ce centre de contact par les réseaux sociaux et la presse, un message à chaque agent ayant été, sans doute, jugé vecteur de trop de proximité par la direction.

Nous aimerions nous réjouir, mais nous savons que comme bien souvent, la DGFIP joue à l'illusionniste en dissimulant l'état réel de notre administration.